

Unité départementale des Bouches du Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13331 MARSEILLE

MARSEILLE, le 25 janvier 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/12/2022

Contexte et constats

Publié sur



Geosel Manosque

2 rue des Martinets
CS 70030
92569 RUEIL MALMAISON

D/SPR/GP/113/2023
Références : D-2083 MRT-2022
Code AIOT : 0006412948

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/12/2022 dans l'établissement Geosel Manosque implanté Avenue Emile Miguet 13220 LA MEDE. L'inspection a été annoncée le 14/11/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Geosel Manosque
- Avenue Emile Miguet 13220 LA MEDE
- Code AIOT : 0006412948
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La station de pompage GESOEL de La Mède, est située à proximité de la raffinerie TOTAL. C'est une station relais du pipeline GEOSSEL n°1 (GSM1) qui permet la réception ou la distribution des produits hydrocarbures entre la raffinerie de Provence TOTAL, la station de pompage de Lavera et la station de pompage de Rognac, elle-même reliée au Centre de stockage souterrain de Manosque. La station de pompage de La Mède sert aussi de terminal pour la réception ou l'expédition d'hydrocarbures vers la station de pompage de SPMR.

Les produits véhiculés dans le terminal peuvent être le pétrole brut, les essences (supercarburant, jet), le naphtha, le gazole, le Fuel Oil Domestique (FOD).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

Plan de défense incendie, article 43 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Protocole d'entraide	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-2-1	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
4	Démonstration de l'adéquation des moyens	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-2-3	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Scénarios considérés	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-1	/	Sans objet
5	Délais de mise en œuvre des moyens d'extinction	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-2-4	/	Sans objet
8	Suffisance des ressources (eau, émulseurs...)	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-1	/	Sans objet
11	Taux d'application, sans appui SDIS	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-3	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Éléments du PDI	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-1	/	Sans objet
6	Qualification du personnel	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-2-5	/	Sans objet
7	Bassins de confinement des eaux incendie	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-2-6	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
9	Positionnement des réserves d'émulseurs et des points de pompage	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-1	/	Sans objet
12	Calcul du taux d'application au prorata des moyens	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-6	/	Sans objet
13	Dimensionnement des besoins en eau	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-7	/	Sans objet
14	Vérification des moyens incendie	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-9	/	Sans objet
16	Consignes incendie	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-6	/	Sans objet
17	Réserves en eau et émulseurs + 20 %	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-7	/	Sans objet
18	Continuité de l'approvisionnement en eau au-delà de 3 heures	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-7	/	Sans objet
19	Fiche G/P	Code de l'environnement, article R. 512-69	/	Sans objet
20	Cuvette de rétention / Capacité	EDD du 26/05/2021, chapitre 4.3.2.3	Susceptible de suites	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Depuis l'inspection du 25 juillet 2019 sur le thème du plan de défense incendie, l'exploitant a pris en compte la plupart des observations pour rédiger son plan de défense incendie du site de Géosel - La Mède (intégré au POI et daté de mars 2022).

La mise en œuvre du moyen fixe (canon mousse) permet à Géosel de répondre en partie aux exigences de l'article 43 de l'arrêté du 3 octobre 2010 pour la plupart des scénarios, de façon fiable. En revanche, l'absence de tests périodiques de mise en œuvre des moyens de l'entraide, et le manque de détail des moyens prévus dans la convention d'assistance avec TOTAL, ne permettent pas de confirmer le caractère opérationnel des scénarios prévus dans le PDI, notamment en termes de délais.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Scénarios considérés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-1
Thème(s) : Risques accidentels, PDI – Stratégie de lutte contre l'incendie

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant élabore une stratégie de lutte contre l'incendie pour faire face aux incendies susceptibles de se produire dans ses installations et pouvant porter atteinte, de façon directe ou indirecte, aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.</p> <p>Dans le cadre de cette stratégie, l'exploitant s'assure de la disponibilité des moyens nécessaires à l'extinction de scénarios de référence calculés au regard du plus défavorable de chacun des scénarios suivants pris individuellement, que ce soit en eau, en émulseurs, en moyens humains ou moyens de mise en œuvre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 : feu du réservoir nécessitant les moyens les plus importants de par son diamètre et la nature du liquide inflammable stocké ; - 2 : feu dans la rétention, surface des réservoirs déduite, nécessitant les moyens les plus importants de par sa surface, son emplacement, son encombrement en équipements et la nature des liquides inflammables contenus. Afin de réduire les besoins en moyens incendie, il peut être fait appel à une stratégie de sous-rétentions ; - 3 : feu d'équipements annexes aux stockages visés par le présent arrêté dont les effets, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, sortent des limites du site ; - 4 : en cas de présence de stockages en récipients mobiles, les scénarios visés au point III de l'article VI-1 de l'arrêté du 24 septembre 2020. <p>La stratégie est dimensionnée pour une extinction des incendies des scénarios de référence définis aux alinéas précédents en moins de trois heures après le début de l'incendie et dans un délai maximal après le départ de feu équivalent au degré de résistance au feu des murs séparatifs, pour les stockages couverts de récipients mobiles.</p> <p>(...)</p> <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a retenu 5 scénarios, issus des phénomènes dangereux identifiés dans l'EDD (2021) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - feu du bac R4017, - feu de la rétention du bac R4017, - nappe enflammée au manifold, - feu de la rétention de la cuve enterrée R4016, - feu de bac du décanteur DEC 4019. <p>Pour chacun des 5 scénarios, le PDI précise clairement les besoins en eau et en émulseurs, et identifie les moyens techniques disponibles pour répondre à ces besoins. En revanche, le PDI ne précise pas les moyens humains nécessaires.</p> <p>Dans son PDI, l'exploitant indique avoir choisi le régime d'autonomie vis-à-vis des services d'incendie et de secours.</p> <p>Tous les scénarios présentés dans le PDI concluent à une extinction des incendies en moins de trois heures après le début de l'incendie.</p> <p>Selon l'exploitant, quelques bidons (de 5L) de liquides inflammables, assimilés à des récipients mobiles, sont présents sur les sites. Lors de la visite d'inspection, il n'avait pas encore mis en place d'état des stocks concernant ce type de récipients.</p> <p>Observations :</p> <p>Sous 1 mois, l'exploitant précise à l'inspection, pour chacun des scénarios prévus dans le PDI, les moyens humains nécessaires à la lutte contre l'incendie.</p> <p>Les quantités de liquides inflammables en récipients mobiles sont a priori faibles sur le site de La Mède. Mais l'exploitant est invité à évaluer les scénarios visés au point III de l'article VI-1 de l'arrêté du 24 septembre 2020, leur prise en compte devant être effective pour le 1er janvier 2026.</p> <p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p> <p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 2 : Éléments du PDI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-1
Thème(s) : Risques accidentels, PDI – Stratégie de lutte contre l’incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : (...) Cette stratégie est formalisée dans un plan de défense incendie. Ce plan comprend : -les procédures organisationnelles associées à la stratégie de lutte contre l’incendie. Cette partie peut être incluse dans le plan d’opération interne prévu par l’article R. 181-54 du code de l’environnement, lorsque l’exploitant est soumis à l’obligation d’établir un tel document ; -les démonstrations de la disponibilité et de l’adéquation des moyens de lutte contre l’incendie vis-à-vis de la stratégie définie, demandées à l’article 43-2-3 et au deuxième alinéa de l’article 43-3-1 du présent arrêté. Cette partie peut être incluse dans l’étude de dangers du site ou dans le plan d’opération interne de l’établissement lorsque l’exploitant est soumis à l’obligation d’établir un tel document. -en cas de présence de stockage en récipients mobiles, l’attestation de conformité du système d’extinction automatique d’incendie accompagnée des éléments prévus à l’article VI-5-III et au point IV de l’annexe V de l’arrêté du 24 septembre 2020 ou, le cas échéant, les éléments de démonstration de l’efficacité du dispositif visé aux points III de l’article VI-5-III et aux point I. B, II ou III de l’annexe V de l’arrêté du 24 septembre 2020.
Constats : Le plan de défense incendie du site Géosel - La Mède est inclus dans le POI du site (mis à jour en mars 2022). Les démonstrations de la disponibilité et de l’adéquation des moyens de lutte contre l’incendie vis-à-vis de la stratégie définie se trouvent également dans le POI.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Protocole d’entraide

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-2-1
Thème(s) : Risques accidentels, PDI – Moyens en équipements et en personnel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Afin d'atteindre les objectifs définis à l'article 43-1 du présent arrêté, l'exploitant dispose de moyens de lutte contre l'incendie qui lui sont propres et qui peuvent être complétés par des protocoles d'aide mutuelle, des conventions de droit privé ou des moyens des services d'incendie et de secours. L'exploitant informe les services d'incendie et de secours et l'inspection des installations classées dès lors que ces protocoles et conventions nécessitent une mise à jour. Les protocoles d'aide mutuelle ou convention précisent les moyens ainsi que les délais auxquels s'engagent les parties impliquées, notamment : nature et quantité des moyens de lutte contre l'incendie mis à disposition, délais et conditions dans lesquels les dits moyens sont mis à disposition, période de disponibilité (permanente, heures ouvrées, jours ouvrables, etc.). Ces documents sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection des installations classées. Les protocoles existants sont mis à jour au plus tard le 1er janvier 2022.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose sur le site de La Mède d'un moyen fixe (canon mousse de 1 500 L/min) pilotable à distance et relié à une réserve d'émulseur (GRV de 1 000 L).</p> <p>Les autres moyens de lutte contre l'incendie relèvent d'une convention d'assistance entre l'exploitant et TOTAL, datée du 16 mars 2016. Le POI indique (fiche RE3) que la convention d'assistance a été mise à jour en 2021, mais l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter cette version. L'exploitant n'a présenté aucun autre document, susceptible de préciser les conditions et moyens, qui engagerait l'exploitant et TOTAL pour la stratégie de lutte contre l'incendie du site de La Mède de Géosel.</p> <p>Cette convention (version 2016) précise notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la nature et la quantité des moyens de lutte contre l'incendie mis à disposition, - les délais de départ des moyens d'entraide, une fois l'alerte donnée, avec une distinction entre heures ouvrées et hors heures ouvrées, - les conditions de fourniture de l'eau incendie et de mise à disposition de moyens mobiles. <p>En revanche, aucun délai de mise en œuvre des moyens mobiles apportés par la convention d'entraide n'apparaît dans la convention.</p> <p>Les fiches d'intervention du PDI prévoient pourtant une mise en œuvre des moyens mobiles du protocole d'entraide en moins de 15 minutes (protection des équipements voisins).</p> <p>A l'issue de la visite d'inspection du 25 juillet 2019, l'inspection avait également formulé une remarque en ce sens.</p> <p>De plus, aucun exercice n'a encore été réalisé, qui permettrait de justifier les délais affichés dans le PDI, de mise en œuvre des moyens mobiles issus de la convention d'entraide.</p> <p>Par ailleurs, les caractéristiques de ces moyens ne sont pas détaillées finement. Notamment, la portée des moyens d'extinction (par exemple canons) n'est pas assurée par la convention, alors que les scénarios du PDI reposent sur la mise en œuvre de ces moyens.</p>
<p>Observations :</p> <p>Il est proposé à M. Le Préfet de mettre en demeure l'exploitant de mettre à jour la convention d'assistance qui le lie à la société TOTAL, afin de pouvoir justifier de l'adéquation des moyens prévus par cette convention avec les besoins évalués dans le cadre du PDI.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Démonstration de l'adéquation des moyens

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-2-3
Thème(s) : Risques accidentels, PDI – Moyens en équipements et en personnel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La disponibilité des moyens de lutte contre l'incendie et leur adéquation vis-à-vis de la stratégie définie par l'exploitant est démontrée dans les conditions définies au point 43-1 du présent arrêté. En particulier, en cas d'usage par l'exploitant de moyens semi-fixes ou mobiles dans le cadre de cette stratégie, l'adéquation aux moyens humains associés est démontrée, notamment en ce qui concerne : -la cinétique de mise en œuvre eu égard à la cinétique de développement des phénomènes dangereux ; -l'exposition au flux thermique du personnel amené à intervenir qui ne peut excéder 5 kW/m ² compte tenu de la surface en feu. Une valeur supérieure de flux thermique peut être acceptée, sans toutefois dépasser la dose de 1 800 (kW/m ²) ^{4/3} . s ni la valeur de 8 kW/m ² , sous réserve que l'exploitant démontre qu'il possède l'équipement et l'entraînement nécessaires pour une telle intervention ; -la portée des moyens d'extinction par rapport aux flux thermiques engendrés.
Constats : L'exploitant dispose sur le site de La Mède d'un moyen fixe (canon mousse de 1500 L/min) pilotable à distance depuis la salle de contrôle de Manosque et manuellement sur site, et relié à une réserve d'émulseur (GRV de 1000 L). Ce dispositif est abrité derrière un muret et n'est pas exposé aux effets thermiques identifiés par les scénarios du PDI. L'exploitant n'a toutefois pas été en mesure de justifier les délais de mise en œuvre (les tests de fonctionnement sont renseignés dans la GMAO, sans préciser les délais constatés) ni la portée du dispositif (par courriel du 20 décembre 2022, l'exploitant a transmis la documentation constructeur du canon mousse, mais il renvoie au manuel de fonctionnement de la lance pour connaître la portée théorique). Les autres moyens de lutte contre l'incendie, mobiles, relèvent d'une convention d'assistance entre l'exploitant et TOTAL, datée du 16 mars 2016. Dans son PDI, l'exploitant a représenté, pour chaque scénario, les flux thermiques modélisés à 5 kW/m ² et 8 kW/m ² . Dans les fiches d'intervention, les moyens mobiles sont toujours positionnés au-delà des 5 kW/m ² . En revanche, la convention d'assistance ne prévoit pas les délais d'intervention des moyens mobiles de lutte contre l'incendie, et elle ne détaille pas les caractéristiques de moyens mis à disposition (notamment la portée des lances). Par ailleurs, aucun exercice faisant intervenir la convention d'assistance n'a encore été organisé, les délais réels d'intervention n'ont donc jamais été testés. L'adéquation des moyens d'extinction en termes de cinétique et de portée des moyens d'extinction n'est donc pas démontrée.
Observations : Selon les cartographies du PDI, l'ensemble des moyens de lutte contre l'incendie est positionné au-delà des zones de flux thermiques à 5 kW/m ² . Sous 1 mois, l'exploitant met à jour son PDI pour confirmer ce point. À défaut, il devra être en mesure de justifier qu'il possède l'équipement et l'entraînement nécessaires pour une intervention sous un flux thermique compris entre 5 kW/m ² et 8 kW/m ² . Sous 15 jours, l'exploitant justifie la portée du canon mousse du site de La Mède, au regard des différents scénarios identifiés dans le PDI. Sous 1 mois, l'exploitant justifie le délai de mise en œuvre du canon mousse, y compris dans des conditions particulières : s'il est nécessaire de l'orienter, de le manœuvrer localement, etc. Il est proposé à M. Le Préfet de mettre en demeure l'exploitant de réaliser un exercice mettant en

œuvre la convention d'assistance avec TOTAL, pour évaluer les délais de mise en œuvre des moyens prévus dans la convention et vérifier leur adéquation aux scénarios de son PDI. Selon le retour d'expérience de cet exercice, si l'adéquation des moyens n'est pas démontrée, l'exploitant pourra être amené à revoir sa stratégie de défense contre l'incendie.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Délais de mise en œuvre des moyens d'extinction

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-2-4
Thème(s) : Risques accidentels, PDI – Moyens en équipements et en personnel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions prévues à l'article 36 du présent arrêté, l'exploitant s'assure qu'en cas d'incendie :</p> <ul style="list-style-type: none"> -en cas d'usage de moyens fixes d'extinction pouvant être endommagés par l'incendie (y compris leurs supportages), leur mise en œuvre intervient dans un délai maximum de quinze minutes ; -une personne apte, formée et autorisée à la mise en œuvre des premiers moyens d'extinction est sur place dans un délai maximum de trente minutes. Le préfet peut porter par arrêté préfectoral ce délai à soixante minutes pour les stockages d'une capacité réelle inférieure à 1 500 mètres cubes, au regard de la sensibilité des enjeux potentiellement impactés autour du site tels que décrits dans l'étude de dangers ; -en l'absence de moyens fixes, le délai de mise en œuvre des moyens mobiles d'extinction est défini dans la stratégie de lutte contre l'incendie et la mise en œuvre des premiers moyens mobiles est effectuée dans un délai maximum de soixante minutes. <p>Les délais mentionnés aux trois alinéas précédents courent à partir du début de l'incendie.</p>
<p>Constats : Le site de La Mède est principalement opéré à distance depuis la salle de contrôle de Manosque, il n'y a donc pas de présence permanente sur site. Le PDI ne précise pas de délai en vue de l'arrivée sur site de ses opérateurs. Or, non seulement un opérateur doit pouvoir être présent sur site dans un délais de 30 minutes (en application de l'article 43-2-4), mais la convention d'assistance avec TOTAL précise explicitement que "l'unité d'intervention de [TOTAL] ne peut accéder à l'intérieur de la station de La Mède (...) sans la présence d'un représentant de [Géosel]". Aussi, pour certains scénarios qui font intervenir les moyens mobiles TOTAL dans un délai de moins de 30 minutes après le début de l'incendie (par exemple "feu du bac R4017", pour la protection des installations voisines), un opérateur Géosel devrait être en capacité de se rendre sur place dans les mêmes délais.</p>
<p>Observations : L'exploitant justifie sous 15 jours de la capacité d'intervention de ses opérateurs dans les délais prévus par l'article 43-2-4 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010. Il vérifie la cohérence entre les scénarios du PDI et les dispositions de la convention d'assistance avec TOTAL. Le cas échéant, il modifie son PDI sous 1 mois.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Qualification du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-2-5
Thème(s) : Risques accidentels, PDI – Moyens en équipements et en personnel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des personnes désignées par l'exploitant chargées de la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie sont aptes à manœuvrer ces équipements et à faire face aux éventuelles situations dégradées. Ces personnes sont entraînées à la manœuvre de ces moyens.
Constats : L'exploitant dispose d'une liste des salariés Geosel amenés à intervenir sur site, avec la liste des habilitations requises (la liste présentée lors de l'inspection avait été mise à jour en janvier 2022). La validité des habilitations du personnel est suivie par le service administratif de Geosel. Le personnel est amené à suivre des formations dispensées par des organismes extérieurs (formation GESIP sur feu réel, formation annuelle extincteurs...) ou en interne (manipulation de moyens fixes et mobiles, exercices...). Les moyens incendie sont testés régulièrement hors exercice POI. L'inspection a pu consulter la fiche de test du 6 décembre 2022 du canon mousse sur le logiciel GMAO du site. Cette fiche indique seulement "test validé" et n'apporte pas d'autres précisions sur les délais notamment. L'exploitant a précisé que lors de ce test, l'actionnement du canon mousse avait été testé à distance depuis Manosque, mais également par un opérateur sur site par ouverture manuelle d'une vanne.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Bassins de confinement des eaux incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-2-6
Thème(s) : Risques accidentels, PDI – Moyens en équipements et en personnel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les bassins de confinement des eaux d'incendie : - sont implantés hors des zones d'effet thermique d'intensité supérieure à 5 kW/m ² identifiées dans l'étude de dangers, ou ; - sont constitués de matériaux résistant aux effets générés par les accidents identifiés dans l'étude de dangers et susceptibles de conduire à leur emploi.
Constats : Les eaux pluviales et les eaux d'extinction sont collectées par un drain périphérique (en haut de talus), puis dirigées vers un déshuileur puis vers le décanteur. Les effluents collectés au niveau des rétentions (rétention du bac R4017 par exemple) sont dirigées vers la citerne d'égouttures (citerne de purge R4016). La résistance au feu des collecteurs, du décanteur et de la citerne d'égouttures n'a pas été vérifiée lors de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Suffisance des ressources (eau, émulseurs...)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-1
Thème(s) : Risques accidentels, PDI – Moyens en eau, émulseurs et taux d'application
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose des ressources et réserves en eau et en émulseur nécessaires à la lutte contre les incendies définis au point 43-1 du présent arrêté et à la prévention d'une éventuelle reprise de ces incendies. L'exploitant peut avoir recours à des protocoles ou conventions de droit privé et, dans ce cas, il veille à la compatibilité et à la continuité de l'alimentation en eau ou en émulseur en cas de sinistre.
Constats : Les calculs de besoin en émulseur et en eau conduisent à retenir le scénario de "feu de nappe non rétentionné" comme majorant pour ces deux paramètres. L'exploitant a toutefois omis de prendre en compte les quantités d'émulseur nécessaires pour assurer la phase de temporisation, dans l'attente de la mise en place des moyens mobiles apportés par TOTAL. Pour l'eau, les quantités nécessaires sont peu affectées par cette erreur, le POI prévoyant bien les quantités d'eau utilisées en phase de temporisation et l'eau étant entièrement délivrée par les moyens TOTAL. Les besoins calculés s'élèvent à 194 m ³ d'eau. Les moyens disponibles grâce à la convention d'entraide avec TOTAL prévoient la mise à disposition du contenu d'un réservoir de 800 m ³ , alimenté par la société du canal de Provence. Pour l'émulseur, les besoins calculés s'élèvent à 4362 litres, sans compter la phase de temporisation. La convention d'entraide avec TOTAL prévoit la mise à disposition de 10 500 litres d'émulseur pour les moyens mobiles. Toutefois, le scénario prévoit que la phase de temporisation soit assurée par les moyens fixes de l'exploitant, dont les ressources en émulseur ne sont pas prévues dans le protocole d'entraide. Lors de la visite, l'inspection a pu constater la présence d'un récipient de 1 m ³ d'émulseur, auquel était relié le canon mousse. Un autre récipient plus petit (environ 200 litres), rempli d'émulseur également, était positionné à côté.
Observations : L'exploitant justifie, sous 15 jours, que les ressources en émulseur disponibles pour l'alimentation de ses moyens fixes sont suffisamment dimensionnées. Si des moyens complémentaires en émulseur devaient être mis à disposition par le protocole d'entraide pour garantir le fonctionnement du canon mousse, l'exploitant justifie dans le même délai la compatibilité de l'émulseur mis à disposition avec les moyens fixes du site.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Positionnement des réserves d'émulseurs et des points de pompage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-1
Thème(s) : Risques accidentels, PDI – Moyens en eau, émulseurs et taux d'application
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant définit et justifie, en fonction de la stratégie de lutte contre l'incendie retenue, le positionnement des réserves d'émulseur, dans les conditions définies au point 43-1 du présent arrêté. Si le recours aux moyens des services d'incendie et de secours est prévu dans la stratégie de lutte contre l'incendie de l'exploitant, le positionnement et le conditionnement des réserves d'émulseur sont précisés dans l'arrêté préfectoral cité au 43-2-2. (...)
Constats : La réserve d'émulseur utilisée par le canon mousse (positionnée au pied du canon, derrière un muret) ainsi que le réseau incendie ne sont soumis à aucun flux thermique. Les réserves d'émulseurs prévues au protocole d'entraide sont apportées par les moyens mobiles, censés se positionner en dehors des zones exposées à des effets thermiques d'intensité supérieure à 5 kW/m ² .
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Taux d'application, sans appui SDIS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-3
Thème(s) : Risques accidentels, PDI – Moyens en eau, émulseurs et taux d'application
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Lorsque l'exploitant dispose des moyens lui permettant de réaliser les opérations d'extinction des scénarios de référence du point 43-1 du présent arrêté sans l'aide des secours publics, la définition du taux d'application et la durée de l'extinction respectent a minima les valeurs données en annexe V du présent arrêté. Si un arrêté préfectoral, applicable au site à la date d'entrée en vigueur des présentes dispositions, prévoit des quantités supérieures, l'exploitant s'assure du respect de ces quantités dans le temps, sauf si une modification est justifiée par un changement lié : -à la nature ou aux quantités de liquides inflammables stockés ; -à la façon dont les liquides inflammables sont stockés (taille des réservoirs ou des rétentions) ; -à la qualité des émulseurs employés ; -au type de moyens d'extinction employés. L'exploitant détermine dans son étude de dangers ou dans son plan de défense incendie : -la chronologie de mise en œuvre des opérations d'extinction ; -la durée de chacune des étapes des opérations d'extinction ; -la provenance et le délai de mise en œuvre des moyens nécessaires à l'extinction ; -la disponibilité des moyens en eau et en émulseur nécessaires pour l'accomplissement des opérations d'extinction.
Constats : Le calcul des taux d'application a été vérifié par l'inspection pour 2 scénarios (parmi 5) du PDI. Les durées d'extinction sont conformes aux 20 minutes prévues dans la partie C de l'annexe V de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010. Le scénario "Feu de rétention R4017" fait appel à la partie B l'annexe V. Cette disposition n'est possible qu'à la condition de disposer d'émulseurs "s'avérant particulièrement performants, ayant satisfait à des tests de qualification selon des protocoles définis dans des guides professionnels reconnus par le ministère chargé du développement durable". Or, les deux émulseurs utilisés sur le site de la Mède ont vu leur homologation prolongée jusqu'en

<p>2021 seulement.</p> <p>Par courriel du 20 décembre 2022, l'exploitant a précisé avoir acquis ces émulseurs en 2016 pour l'un et en 2012 pour l'autre, donc pendant leur période d'homologation.</p> <p>Pour chaque scénario, les fiches d'intervention du PDI présentent une chronologie et des courbes de montée en puissance, qui permettent de figurer l'évolution des quantités d'eau et d'émulseur disponibles au regard des besoins. Plusieurs fiches présentent des incohérences entre le texte, le graphique, la chronologie et la fiche stratégie correspondante.</p> <p>Observations :</p> <p>Pour l'émulseur acheté en 2016, l'exploitant procède à une analyse pour vérifier que ses propriétés ne se sont pas dégradées et justifier ainsi de l'applicabilité des modalités de calcul de la partie B de l'annexe 5. Il transmet les résultats à l'inspection sous 1 mois.</p> <p>Pour l'émulseur acheté en 2012, l'émulseur ayant été fabriqué il y a plus de 10 ans et n'étant plus aujourd'hui homologué, l'exploitant ne doit plus l'utiliser. Cette réserve supplémentaire de 200 litres n'était d'ailleurs pas citée dans le PDI.</p> <p>Par ailleurs, dans le PDI, l'inspection a relevé quelques incohérences, sans conséquence sur le dimensionnement global des moyens. Par exemple, dans la fiche stratégie pour le feu de bac R4017 (p. 70/181), il est indiqué un taux d'application de 4 l/m².min dans le texte et un taux d'application de 7 l/m².min dans le tableau.</p> <p>L'exploitant vérifie sous 1 mois la cohérence des taux d'application retenus pour les calculs de son PDI, et plus généralement la cohérence entre les différents documents correspondant à un même scénario.</p> <p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p> <p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 12 : Calcul du taux d'application au prorata des moyens

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-6
Thème(s) : Risques accidentels, PDI – Moyens en eau, émulseurs et taux d'application
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Si la stratégie de lutte contre l'incendie prévoit la mise en œuvre de plusieurs moyens d'extinction (par exemple mobiles et fixes), le taux d'application retenu pour leur dimensionnement est calculé au prorata de la contribution de chacun des moyens calculée par rapport au taux nécessaire correspondant.</p> <p>Si la stratégie de lutte contre l'incendie prévoit l'utilisation de plusieurs classes d'émulseurs, le taux d'application retenu pour le dimensionnement des moyens est celui de la classe la plus pénalisante.</p> <p>Constats :</p> <p>Les opérations d'extinction sont assurées, selon les scénarios, soit seulement par les moyens mobiles de l'entraide, soit seulement par le canon mousse fixe. Il n'y a donc pas lieu de calculer de prorata.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> <p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 13 : Dimensionnement des besoins en eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-7
Thème(s) : Risques accidentels, PDI – Moyens en eau, émulseurs et taux d'application
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée :

<p>Pour la protection des installations, le dimensionnement des besoins en eau est basé sur les débits suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> -refroidissement d'un réservoir à axe vertical en feu : 15 litres par minute et par mètre de circonférence du réservoir ; -refroidissement des réservoirs voisins du réservoir en feu exposés à plus de 12 kW/m² pour le scénario de référence d'incendie de réservoir : 1 litre par minute et par mètre carré de surface exposée ou 15 litres par minute et par mètre de circonférence du réservoir ; -refroidissement des réservoirs des rétentions et sous-rétentions contiguës exposés à plus de 12 kW/m² pour le scénario de référence d'incendie de rétention ou de sous-rétention : 1 litre par minute et par mètre carré de surface exposée ou 15 litres par minute et par mètre de circonférence de réservoir ; -protection des autres installations exposées à un flux thermique supérieur ou égal à 8 kW/m² et identifiées par l'étude de dangers comme pouvant générer un phénomène dangereux par effet domino : 1 litre par minute et par mètre carré de surface exposée ou 15 litres par minute et par mètre de circonférence de réservoir. Une valeur différente peut être prescrite par arrêté préfectoral sous réserve d'une étude spécifique réalisée par l'exploitant.
<p>Constats :</p> <p>Le calcul des besoins en eau pour la protection des installations a été réalisé conformément aux valeurs prescrites dans l'article 43-3-7. L'exploitant a identifié dans son POI les moyens disponibles permettant de répondre aux besoins en eau ainsi calculés.</p>
<p>Observations :</p> <p>Dans le PDI, l'inspection a relevé quelques incohérences, sans conséquence sur le dimensionnement global des moyens. Par exemple, dans la fiche intervention pour le feu de bac R4017 (p. 113/181), il est indiqué "N/A" pour le refroidissement des installations voisines, alors que la fiche stratégie (p. 73/113) indiquait une zone de 15 m² à protéger, à l'aide d'un canon mobile TOTAL (1 000 L/min).</p> <p>L'exploitant vérifie sous 1 mois la cohérence entre les fiches stratégie et les fiches intervention de son PDI.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 14 : Vérification des moyens incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-9
Thème(s) : Risques accidentels, PDI – Moyens en eau, émulseurs et taux d'application
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'ensemble des moyens prévus dans ce point 43-3 sont régulièrement contrôlés et entretenus pour garantir leur fonctionnement en toutes circonstances. Les dates et résultats des tests de défense incendie réalisés sont consignés dans un registre éventuellement informatisé qui est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Les moyens de lutte contre l'incendie propres à l'exploitant sont régulièrement contrôlés et entretenus. L'inspection a pu consulter la procédure de maintenance des détecteurs gaz et flammes MAN-TEC-INST-037. Les résultats des tests sont consignés, l'inspection a pu consulter une fiche avec les résultats de calibration de détecteurs gaz et flamme pour l'un des autres sites de l'exploitant, datée d'août 2022. Pour le site de La Mède, l'inspection a pu consulter la fiche du dernier test du canon mousse, daté du 6 décembre 2022, sur le logiciel GMAO. Comme indiqué au point de contrôle n°6 (43-2-5), l'exploitant a précisé que lors de ce test, l'actionnement du canon mousse avait été testé à distance depuis Manosque, mais également par un opérateur sur site par ouverture manuelle d'une vanne, pour tester un fonctionnement dégradé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : Consignes incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-6
Thème(s) : Risques accidentels, PDI – Consignes incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des consignes, procédures ou documents précisent : -les dispositions générales concernant l'entretien et la vérification des moyens d'incendie et de secours ; -l'organisation de l'établissement en cas de sinistre ; -les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; -les modes de transmission et d'alerte ; -les moyens d'appel des secours extérieurs et les personnes autorisées à effectuer ces appels ; -les personnes à prévenir en cas de sinistre ainsi que les numéros d'appel.
Constats : Lors de la visite d'inspection du 13 décembre 2022, l'exploitant a notamment présenté un exemple de procédure de maintenance de moyens d'incendie : procédure MAN-TEC-INST-037 de maintenance des détecteurs de gaz et flamme, révision C du 24 juin 2020, applicable aux différents sites de l'exploitant (dont le site de La Mède). L'organisation de l'établissement en cas de sinistre, la liste des moyens d'extinction, les modes de transmission et d'alerte, les moyens d'appel des secours extérieurs et les personnes à prévenir en cas de sinistre ainsi que les numéros d'appel sont listés et détaillés dans le POI du site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 17 : Réserves en eau et émulseurs + 20 %

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-7
Thème(s) : Risques accidentels, PDI – Moyens complémentaires à la stratégie incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En complément des moyens de lutte contre l'incendie évalués en application des dispositions des articles 43-2, 43-3 et 43-4 du présent arrêté, l'exploitant dispose de ressources et réserve en eau et émulseurs supplémentaires équivalent à 20 % de ces moyens. Ces ressources complémentaires peuvent provenir en tout ou partie de moyens mobilisables en temps utile par l'application de protocoles d'aide mutuelle ou des conventions. Les protocoles d'aide mutuelle ou convention sont établies dans les conditions du I. de l'article 43-3-1.
Constats : Cette disposition ne s'imposera au site Géosel de La Mède qu'à partir du 1er janvier 2026. Mais l'exploitant a d'ores et déjà justifié qu'il disposait de ressources et réserves en eau et émulseurs supplémentaires équivalent à 20 % des moyens nécessaires à l'extinction du scénario majorant pour ces deux paramètres. Ces moyens proviennent en partie de la convention d'entraide établie avec TOTAL.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 18 : Continuité de l'approvisionnement en eau au-delà de 3 heures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-7
Thème(s) : Risques accidentels, PDI – Moyens complémentaires à la stratégie incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Par ailleurs, en complément de la stratégie incendie prévue à l'article 43-1, sont étudiées les modalités prévisionnelles permettant d'assurer la continuité d'approvisionnement en eau en cas de prolongation de l'incendie au-delà de 3 heures, ou le cas échéant, au-delà de la durée nécessaire à l'extinction de l'incendie. Ces modalités peuvent s'appuyer sur l'utilisation des moyens propres au site, y compris par recyclage, ou d'autres moyens privés ou publics. Le cas échéant, les délais de mise en application des solutions retenues sont précisés. Si nécessaire, les modalités d'utilisation et celles d'information du ou des gestionnaires sont précisées. Dans le cas d'un recyclage d'une partie des eaux d'extinction d'incendie, les conditions techniques et modalités prévues sont explicitées. Ce complément est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Cette disposition ne s'imposera au site Géosel de La Mède qu'à partir du 1er janvier 2026. L'exploitant a toutefois d'ores et déjà étudié les modalités lui permettant de s'assurer de la continuité d'approvisionnement en eau en cas de prolongation de l'incendie au-delà de 3 heures. Ces modalités passent par la convention d'entraide établie avec TOTAL.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R. 512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration à la DREAL des incidents et accidents
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p>
<p>Constats : Concernant la fiche n°AN2 "Annuaire téléphonique PC EX" du POI, les numéros des contacts DREAL ne sont pas tous à jour. La liste de contacts DREAL (adresses mail et numéros de téléphone) a été transmise à l'exploitant par l'Inspection à l'issue de la visite d'inspection. La fiche "gravité - perception" (fiche G/P) qui figure dans le POI (FG7) correspond bien à la dernière version disponible. À toutes fins utiles, l'Inspection a rappelé à l'exploitant le lien Internet de la DREAL PACA vers cette fiche G/P et vers son guide d'utilisation.</p>
<p>Observations : Sous un mois, l'exploitant met à jour la liste de contacts DREAL de son POI. L'exploitant veillera à informer l'Inspection en cas d'incident/accident en transmettant la fiche G/P complétée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 20 : Cuvette de rétention / Capacité

Référence réglementaire : Étude de dangers du 26/05/2021, chapitre 4.3.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Capacité de la cuvette de rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 17/12/2021• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>Le bac est disposé dans une cuvette de rétention carrée en béton, dont les dimensions sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">• 7,6 m de côté ;• 57 m² de surface ;• muret de 1,5 m de hauteur ;• 39 m³ de volume disponible (hors bac). <p>Cette cuvette dispose d'un point de puisage. La rétention du bac se vide vers le séparateur DEC 4039.</p>
Constats : <p>Lors de l'inspection du 17 décembre 2021, l'inspection avait dressé le constat suivant : "Dans les spécifications de la cuvette, l'inspection constate que la hauteur du muret est indiquée à 1 m, alors qu'elle est précisée à 1,5 m dans l'EDD. Les calculs de volume de la cuvette s'en trouvent erronés." Elle avait formulé l'observation suivante : "Observation N°1 : L'exploitant vérifiera les mesures et les calculs de volumes disponibles en fonction de la hauteur de muret. Les informations, vérifiées et consolidées seront transmises à l'inspection dans un délai de 15 jours."</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 13 décembre 2022, l'inspection a pu se rendre dans la cuvette de rétention du bac R4017 (qui était inaccessible l'année précédente en raison de travaux) et constater que la hauteur du muret était d'environ 1,50 m.</p> <p>Par courriel du 20 décembre 2022, l'exploitant a transmis un plan d'ensemble du bac R4017, réalisé par une entreprise extérieure, mis à jour le 1er février 2022, indiquant une hauteur de muret de 1,49 m (160 mm + 1 330 mm).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet